

Marie Luginsland
Journaliste



Table ronde école/hors-école
Sport à l'école/ Sport hors école

Allemagne

Modification du rythme scolaire : les clubs entrent à l'école

Prologue

Contexte historique et sociologique

1/ En Allemagne, l'École n'est considérée que comme l'un des maillons de la chaîne éducative ; dans le système d'école à mi-temps, elle se trouve à pied d'égalité en volume horaire avec les autres activités, école de musique, clubs sportifs ou encore MJC auxquels les élèves adhèrent librement.

Cette position se perpétue dans le nouveau concept d'école toute la journée mis en place depuis 2003 dans certains Länder.

2/ L'école ne remplit donc qu'une mission partielle d'éducation, et c'est un fait acquis dans la population que l'école n'en a pas la responsabilité majeure.

A noter que la notion de service public ne revêt pas en Allemagne le même concept qu'en France, il n'existe pas Outre-Rhin par exemple de débat sur la mission de service public etc.

3/ D'ailleurs, résurgences historiques, les Allemands restent très réticents pour confier l'éducation de leurs enfants à l'Etat (représenté ici par l'école). Le sens critique vis-à-vis de cette institution est très exacerbé.

4/ Concernant le sport : l'éducation sportive a longtemps souffert de connotations issues des deux dictatures qu'a connues le pays au cours du XXème siècle.

A la fin de la seconde guerre mondiale, les Alliés ont ainsi veillé à ce que le domaine du sport reste indépendant de tout ministère et de toute emprise étatique. Il n'existe pas de ministère de la Jeunesse et des Sports.

La fédération du sport allemande (DSB), l'organisme le plus important avec 27 millions d'adhésions dans 90 000 clubs sportifs, est ainsi subventionnée par le ministère de la famille mais reste autonome en ce qui concerne ses orientations et son organisation.

5/ Enfin, il est à noter que la présence de personnels étrangers à l'école- et en l'occurrence d'éducateurs sportifs- est naturelle aux élèves et aux enseignants. Et ce de tout temps, puisque l'école à mi-temps a toujours permis aux clubs sportifs l'accès aux équipements sportifs l'après midi.

L'intervention des animateurs dans le cadre de l'école toute la journée n'est donc pas vécue comme une intrusion par les élèves, ni leurs enseignants. Le terme d'entrisme est également absent du vocabulaire des enseignants lorsqu'ils évoquent les intervenants extérieurs.

Contexte politique

1/ Dans la mesure où dans le système fédéral, l'Education est de la compétence des Länder, on ne peut parler de modèle allemand à proprement dit. Il existe autant de systèmes scolaires qu'il y a de Länder, (16) et autant de ministères de l'Education. Ceux-ci sont réunis en une conférence, la KMK.

La mise en place de l'Ecole toute la journée n'est pas uniforme, ni dans sa couverture géographique, ni dans son organisation, ni dans son contenu. D'ailleurs, seuls certains Länder (Rhénanie-du-Nord/Westphalie, Hesse, Rhénanie-Palatinat, Bade-Wurtemberg) ont introduit ce nouveau modèle.

2/ L'introduction de l'école toute la journée étant encore récente, il n'existe encore aucune données chiffrées, ni aucune statistiques. Il est donc impossible dans la situation actuelle de livrer quelque statistique que ce soit, concernant le nombre de clubs sportifs engagés dans ce nouveau modèle.

Pas davantage il n'y a d'évaluations sur les effets de ces mesures éducatives. Certaines études sont en cours actuellement et l'école toute la journée fait désormais l'objet de mémoires de diplômes universitaires.

Un concept innovant : L'Ecole toute la journée

Idéologie

L'introduction de l'école toute la journée répond à deux évolutions de la société allemande : l'emploi croissant des femmes et/ou l'augmentation de familles monoparentales et les piètres résultats du pays aux enquêtes Pisa de l'OCDE.

Partant toujours du principe que l'école à elle seule ne peut remplir sa mission éducative, le concept de l'école toute la journée ne repose pas sur un prolongement des cours du matin, comme cela est le cas en France.

Bien au contraire, l'école doit s'ouvrir l'après-midi sur ce qui fait le contexte socio-culturel des élèves. L'établissement scolaire tisse un réseau à partir des différents éléments culturels, sportifs et associatifs de la commune.

Etat des lieux

D'ici 2007-2008, 10 000 écoles- soit 2 millions d'élèves- devraient passer au temps complet d'ici quatre ans. Les plus optimistes estiment que dans dix ans, l'ensemble des écoles allemandes fonctionnera toute la journée. Il en existe 5000.

Application

L'intervention de l'Etat fédéral se limite au déblocage de 4 milliards d'euros sur quatre années pour les équipements inhérents à la mise en place de ce modèle (construction de salles de cantine, salle de sports, salle d'activités)

Le contenu de l'école toute la journée reste à l'appréciation des directeurs d'établissements. Chacun pouvant selon ses affinités, ses relations et sa conception du projet faire intervenir les personnes de son choix : des artistes, des garde forestiers, des pompiers ; des secouristes de la Croix-rouge, les Eglises, et bien entendu les clubs sportifs qui arrivent après les Eglises au second rang des intervenants. Marie Luginsland © 2005

Des clubs entrent à l'école

Organisation

Dans le cas précis qui nous intéresse plus particulièrement, - celui de l'intervention des clubs sportifs- l'organisation diffère une nouvelle fois selon les Länder.

En Rhénanie du Nord-Westphalie, il existe 15 cellules chargées de mettre en relation les établissements scolaires demandeurs avec les clubs volontaires.

Dans les autres Länder, les relations sont plus informelles et sont concrétisées au niveau local, entre les clubs et les directeurs d'établissements. Avec tous les risques de disparités dans l'offre que cela peut induire !

Il existe trois sortes de contrats entre les animateurs sportifs et les établissements scolaires :

Des contrats de coopération, des contrats de services et des contrats par honoraires.

Dans les deux premiers cas, ce sont les clubs qui finalisent avec la structure scolaire, un contrat (nombre d'heures assurées, nature des activités, continuité de la prise en charge etc). Dans le dernier cas, ce sont les animateurs sportifs qui concluent à titre individuel, un contrat d'une année scolaire sur une base d'honoraires (de 11 à 15 € par heure) avec l'école. A noter que les vacances scolaires ne sont pas payées et qu'aucune garantie de l'emploi ne peut être assurée par l'établissement.

Statut

Afin de garantir la qualité de la prise en charge par les clubs, les ministères et le DSB ont élaboré un contrat cadre définissant par exemple la garantie du remplacement des animateurs sportifs lors de leur absence. Par ailleurs, tous doivent être rémunérés dans le cadre de ces activités scolaires par le ministère via le gestionnaire de l'établissement et ils doivent être détenteurs d'un diplôme d'animation sportive délivré par les fédérations sportives reconnues par le DSB ou au niveau des Länder, les LSB.

Le DSB travaille actuellement à l'élaboration d'un diplôme complémentaire d'intervention dans le cadre scolaire qui sera délivré par les LSB.

Le tout est encore à ses balbutiements, la première mise en place date de 2003 et il s'agit d'expérimentation. Le modèle est perfectible en quantité et en qualité reconnaît le DSB. La demande en effectifs reste importante. Les clubs envoient certains de leurs membres, étudiants ou retraités ou encore femmes au foyer qui disposent de temps libre l'après-midi.

Confrontation de deux mondes

Il n'existe pour l'instant aucune concurrence ouverte. Les clubs tentent un « entrisme » par le biais du remplacement en cas d'absentéisme (phénomène très répandu en Allemagne, où le corps enseignant souffre d'une moyenne d'âge élevée).

Cependant, le sujet de la concurrence reste tabou au niveau de la plupart des ministères. Pourtant aux dires des LSB (fédération du sport allemand au niveau d'un land), les clubs se sentent prêts à intervenir et si ce n'était la bureaucratie, ils interviendraient déjà le matin. Les LSB ont bon espoir que l'ensemble des Länder ayant adopté l'école toute la journée suive l'exemple de la Hesse ou de la Rhénanie du Nord-Westphalie.

Dans ce Land en manque d'enseignants, il est en effet possible à des personnes étrangères à l'enseignement (chimiste pour la chimie, architecte pour les Arts plastiques...) d'enseigner moyennant une formation express. Ainsi, des animateurs sportifs interviennent comme remplaçants, certains couvrent ainsi trois établissements. A noter que leur rémunération sur une base d'honoraires reste relativement souple...

Pour l'instant, les enseignants refusent de se positionner sur le même terrain que les animateurs sportifs. Il s'agit d'activités complémentaires et ne pouvant rivaliser entre elles. Ils soulignent par ailleurs les qualifications différentes, les disparités dans la formation pédagogique, le manque d'expérience des animateurs sportifs dans le milieu scolaire.

Premières évaluations

Les clubs sportifs/DSB/LSB

La satisfaction de pouvoir participer à ce nouveau modèle est grande.

Dès le début de la mise en place du nouveau modèle scolaire, les LSB se sont positionnées sur le créneau. Pour deux raisons : d'une part, elles craignaient de perdre des adhérents, qui ne pourraient plus pratiquer de sport l'après-midi, d'autre part, elle ne souhaitent pas perdre leur encadrement, plus alléché par les tarifs offerts par l'école !

Or, après deux années scolaires de pratique, il s'avère que l'école toute la journée est aussi un moyen de recruter des **nouveaux adhérents** et ouvre les élèves sur de **nouveaux sports** absents des programmes scolaires (comme le monocycle par exemple qui a beaucoup de succès dans les activités sportives de l'après-midi) ou en déshérence (comme la natation). Le modèle assure également un **débouché pour les animateurs** des clubs sportifs et leur donne l'occasion de pratiquer dans un autre milieu.

Cependant, le contact avec les élèves s'avère parfois difficile même s'il n'y a aucune validation. Car, **la motivation** des enfants qui s'inscrivent pourtant volontairement à l'activité sportive n'est pas la même que celle d'enfants inscrits à un club sportif. La motivation des parents est elle aussi différente. Les animateurs sportifs reconnaissent ne pas être suffisamment préparés à cette intervention dans un cadre différent de leur champ d'action habituel. C'est pourquoi, une formation complémentaire devrait remédier à ces lacunes, leur donnant de nouveaux instruments pédagogiques.

La **gestion des conflits** avec les élèves est la deuxième cause d'insatisfaction citée par les animateurs. Ils n'ont pas été préparés à gérer ce genre de situation. Là aussi, des formations complémentaires devraient mieux les armer pour intervenir en milieu scolaire.

Les animateurs déplorent par ailleurs un **manque de communication** avec les enseignants et les directions d'établissements. Il faut spécifier à la décharge du corps enseignant que celui-ci est à de rares exceptions près, totalement absent des établissements dans la seconde partie de la journée.

La concurrence se situe pour l'instant là où on ne la soupçonnerait pas : c'est **l'école qui fait concurrence aux clubs sportifs** dans la mesure où les conditions de rémunération sont plus attrayantes. Alors qu'il ne gagne que 5 à 10 € de l'heure dans un club, un animateur gagne deux fois plus dans une structure scolaire, même si sa rémunération équivaut à peine à la moitié de celle d'un prof d'EPS. « L'école nous prend nos meilleurs éléments », entend-on dans les clubs sportifs qui ont du mal désormais à **mobiliser leurs troupes d'encadrement** pour les entraînements du soir.

Mais là également, les clubs restent optimistes : une synergie positive devrait s'opérer entre l'école et les clubs, en ouvrant davantage les élèves aux activités sportives. Il n'existe pourtant aujourd'hui aucune étude démontrant la **corrélation** entre la participation à une activité sportive l'après midi à l'école et l'inscription dans un club sportif.

En revanche, les clubs sportifs sont confrontés à la **défection de leurs adhérents** qui fréquentent l'école toute la journée et ne peuvent plus par conséquent se rendre à leur entraînement l'après midi. On peut imaginer que cette pression sur les clubs va les forcer à redoubler d'imagination, voire de qualités pour conserver à tout prix leurs jeunes adhérents.

Par ailleurs, les clubs allemands rencontrent un problème jusqu'alors inconnu dans le pays : la **suroccupation des équipements sportifs**. Jusqu'à présent, le pays était un rêve pour les clubs sportifs qui pouvaient disposer tous les après-midi des salles d'EPS et des stades scolaires. Avec l'extension de l'école toute la journée, ils se trouvent relégués au second rang, devant de plus en plus concentrer les entraînements en soirée ou en week-end. Cette course à l'équipement sportif conduit les clubs à vouloir se positionner d'emblée dans l'école toute la journée, afin de disposer de davantage d'heures dans les équipements scolaires. Un entrisme par l'occupation des sols en quelque sorte.

Les enseignants

Première précision : dans le secondaire, (cycle qui nous intéresse plus particulièrement), **l'enseignement de deux matières est obligatoire** pour chaque enseignant. La répartition des heures entre ces deux matières est fonction des besoins de l'établissement. Ceci explique sans aucun doute que les professeurs d'EPS des établissements converti à l'école toute la journée ne se sentent pas

autant menacés par l'entrée des clubs sportifs dans leurs établissements qu'ils ne le seraient s'ils ne dispensaient qu'une seule matière. Deuxième précision : de terminologie cette fois. Pour les enseignants, on ne saurait parler au sujet des activités sportives de l'après-midi, d'heures de cours, mais **de prise en charge**. Une nuance qui en dit beaucoup sur la position du corps enseignant face à l'entrée des clubs sportifs dans leurs établissements.

D'un côté, dans la mesure où il s'agit **d'une activité ayant lieu l'après midi**, elle n'entre aucunement en concurrence avec les heures d'enseignements d'EPS. « L'offre des clubs sportifs n'est pas une alternative à mes cours. Leurs activités n'ont pas lieu au même moment. », explique un prof d'EPS. En un mot, les clubs ne représentent aucune menace puisqu'ils occupent l'école quand les profs n'y sont pas.

D'un autre côté, le corps enseignant est bien résolu à **éviter les formes hybrides** (remplacement par des moniteurs sportifs en cas d'absence par exemple).

Ils restent ainsi très vigilants à ce que leur nombre d'heures ne soient pas réduit, un risque qu'ils n'excluent pas au vu de la diminution des budgets d'enseignements (d'emblée, environ 3 % des heures annuelles d'enseignement ne sont pas dotées au planning faute de moyens financiers, exemple niveau collège-lycée). Il est hors de question pour les enseignants de voir leurs heures d'enseignements manquantes assurées par du personnel meilleur marché (50 % environ de la rémunération d'un prof). Déjà

Pour l'instant, les enseignants ont arraché aux ministères la promesse tacite que cette transgression n'aurait pas lieu. Ils n'en ont cependant pas la garantie. A Hambourg, le ministère a adopté une résolution sous la pression des enseignants d'EPS. Il y a six ans, les élèves de lycée professionnel ne bénéficiaient plus d'heures d'EPS, mais se voyaient remettre des bons d'inscriptions dans les clubs sportifs de leur choix, bons qu'ils s'empressaient bien entendu de convertir en monnaie sonnante et trébuchante !

A Brême, les cours de natation dispensés par les profs d'EPS ont été pris en charge par des maîtres nageurs... Autant de situations qui mettent en alerte les enseignants allemands. Pourtant, il n'est pas question pour eux de manifester bruyamment (les fonctionnaires n'ont pas le droit de grève en Allemagne), ils préfèrent rester en bon terme avec les ministères pour s'assurer une meilleure position lors d'éventuelles négociations.

S'ils n'ont aucun souci en ce qui concerne l'occupation des équipements, priorité étant garantie au corps enseignant, les profs d'EPS mettent en doute le professionnalisme des animateurs sportifs. Ils ne remettent certes pas en cause leur capacité ou leur performance sportive mais leur formation pédagogique et psychologique ne peut égaler celle d'un enseignant doté qui plus est, d'expérience professionnelle.

En tout état de cause, la prise en charge sportive l'après-midi revêt aujourd'hui davantage d'aspects positifs que négatifs pour les enseignants qui voient avant tout le bien de l'enfant. Les animations sportives font bouger des élèves trop sédentaires, trop obèses, qui n'auraient sinon jamais eu accès au sport. Une chance donc pour des enfants qui dans le cadre de l'école à mi-temps n'ont ou n'auraient jamais eu l'occasion de s'inscrire ou de se rendre à un club sportif (nécessitant une motivation et une disponibilité parentales). Le sport dans le cadre de l'école toute la journée a donc des fonctions égalitaires entre les élèves. Ce qui ne peut être qu'un facteur d'homogénéité pour les cours d'EPS, voire une amélioration du niveau général.

L'exercice sportif est également un moyen de compensation pour les élèves.

Les professeurs d'EPS comme l'ensemble de leurs collègues en tirent bénéfice. « Il ne faut pas non plus négliger les règles d'hygiène de vie qui sont transmises lors de ces exercices », précisent un prof d'EPS, persuadé qu'animations sportives et enseignement participent du même souci : l'épanouissement des élèves.

En conclusion

Pour l'heure, les enseignants d'EPS sont peu alarmistes. Ils restent plus passionnés par leur discipline que soucieux d'éventuels dérapages du modèle. Ils voient avant tout le bien de l'enfant et une augmentation de l'intérêt et de la motivation pour leur discipline.

Cependant, ils restent vigilants. Sachant qu'ils seront en première ligne le jour où le modèle adopté par la Rhénanie du Nord-Westphalie ou la Hesse se généralisera. Ils tiennent à préserver leur identité et leur qualification : il n'est pas question que des animateurs sportifs disposant d'une formation de 120 heures, remplacent des enseignants ayant six ans de formation (8 semestres universitaires, et 24 mois de stages) derrière eux.

Les clubs sportifs quant à eux, estiment avoir à se positionner, ils sont partagés entre le désir d'être acteurs à part entière, assurer des revenus réguliers à leur structure – voire à recruter de nouveaux adhérents !- et la crainte de voir l'école aspirer leurs forces vives d'encadrement.

A l'heure actuelle, la concurrence entre ces différents intervenants ne fait pas l'objet de débat dans l'opinion publique. Davantage de sports à l'école que ce soit le matin ou l'après-midi, ne peut être que bénéfique à tous.

Les deux acteurs estiment se trouver aujourd'hui dans une situation de complémentarité.

Mais pour combien de temps encore ?

Annexe : Contacts/ Références/

www.dslv.de

Sprint / Sport Unterricht in Deutschland/DSB

Pr. Dr. Wolf Brettschneider/ Universität Paderborn wolf.brettschneider@uni-paderborn.de

Deutscher Sport Bund www.dsb.de

L'étude Sprint, (Sportunterricht in Deutschland) portant sur l'enseignement du sport en Allemagne, financée par le DSB et cinq villes ex-candidates aux jeux olympiques 2012 a fait un état des lieux des coopérations sport-école. Elle porte sur 219 écoles et 8863 élèves de sept Länder différents.

Il en ressort que 78 % de ces établissements coopèrent avec les associations et les clubs sportifs sous quelque forme que ce soit. 80% des écoles organisent des fêtes sportives, des après-midis de rencontres qui permettent aux clubs sportifs de se présenter. Seuls 50 % des directeurs d'établissements estiment cependant cette coopération importante (dont 13 % de très convaincus, 37 % de plutôt convaincus). L'étude Sprint en déduit qu'il existe encore un énorme potentiel de coopération entre les structures scolaires et les clubs sportifs.

Articles en français

Wolf-Dietrich Brettschneider, Rüdiger Heim, Hans Peter Brandl-Bredenbeck, Erin Gerlach, Jürgen Hofmann, Uli Kussin, Christine Oesterreich, Christine Stucke, Jana Streso : **L'Éducation Physique et Sportive en Allemagne**

Les auteurs décrivent le but et le programme de recherche de l'étude relative à la situation du sport scolaire en Allemagne (Sportunterricht in Deutschland = SPRINT) et esquissent les premiers résultats. Ils montrent les déficits du cadre dans lequel l'EPS en Allemagne se réalise - ce qui concerne avant tout le nombre des heures enseignées et la qualification des enseignants en école primaire. Les résultats de l'étude révèlent également que les élèves sont contents des cours d'EPS et qu'Us en ressentent une amélioration tant de leur bien-être individuel que du climat de la vie scolaire, l'étude montre encore que les parents prisent hautement le rôle de l'EPS pour l'évolution de leurs enfants et que les proviseurs apprécient l'EPS pour l'image de l'école.

Florian Krick, Robert Prohl:

Tendances de l'évolution des programmes scolaires

Dans le cadre de l'étude SPRINT, initiée par le DSB (Fédération Allemande des Sports/Deutscher Sportbund), on a réalisé une analyse de l'état actuel des bases communes du sport scolaire en

Allemagne tel qu'il se présente dans les programmes scolaires. On a étudié la totalité des programmes officiels 2003 pour les établissements primaires et secondaires, premier et deuxième cycles, dans tous les Länders. L'instrument de recherche était un système de catégorie que l'on a établi de façon déductive et élargi de façon inductive qui a déterminé les points d'intérêt sur les trois volets: buts, contenus et réalisation. En ce qui concerne les buts (le «pourquoi»), on constate actuellement que l'on demande à l'EPS de répondre au double but d'un enseignement sportif et éducatif (erziehender Sportunterricht). Quant aux contenus (le «quoi»), on distingue deux types de programmes scolaires: les uns s'orientent vers les disciplines sportives («Sportarten»), les autres vers les champs moteurs («Bewegungs-felder»). Dans les directives les plus récentes, on reconnaît nettement une préférence à l'orientation vers les champs moteurs. Ce fait influence le volet de la réalisation pratique de l'enseignement (le comment?). Face à cette évolution que l'on a empiriquement prouvée et qui répond à la discussion actuelle en pédagogie sportive, il faut se demander si et comment on pourra établir un cadre garantissant un «noyau d'identité» pour la matière scolaire «Sport» dans la phase de l'ouverture des établissements scolaires. Les auteurs terminent leur article avec une conclusion en vue de la discussion actuelle sur «les standards de la formation scolaire» (Bildungsstandards).

Roland Naul : Activités motrices, ludiques et sportives dans les écoles allemandes avec des cours le matin et l'après-midi (Ganztagsschulen)

Dans les écoles allemandes dites «écoles ouvertes avec des cours le matin et l'après-midi» (offene Ganztagsschulen) des partenaires extérieurs comme les associations pour l'aide aux jeunes (telle que les clubs sportifs ou les fédérations sportives) offrent, dans le cadre du programme extrascolaire de l'après-midi, des activités motrices, ludiques et sportives. Depuis l'année scolaire 2003/04, dans presque tous les Länder, on peut trouver des initiatives officielles pour de telles offres de la part des associations extrascolaires qui se heurtent aux structures traditionnelles de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire. L'auteur propose une conception intégrée afin de «connecter» ces offres scolaires et extrascolaires sur la base d'un curriculum qui comprend toutes les initiatives différentes des communes et des écoles. Cette conception pourrait réanimer le vieil objectif de «l'heure motrice quotidienne» qui vise la promotion d'un comportement combattant l'obésité et le manque d'activités motrices.

Ulrich Zimmer: L'école primaire commune de Brake -une école allemande avec des cours le matin et l'après-midi (offene Ganztagsschule)

L'auteur décrit les points caractéristiques de la structure et du fonctionnement d'une école ouverte à pleine journée (offene Ganztagsschule): les installations, les structures du réseau de coopération, le financement, les contenus, les activités supplémentaires à l'enseignement, les projets, les mesures de promotion. L'intérêt principal de cette description est dédié aux activités motrices, ludiques et sportives. Pour terminer, l'auteur fait des réflexions préliminaires sur les expériences avec cette nouvelle formule scolaire.

Le Monde de l'éducation du 12.2003

L'école allemande adopte le temps complet

Marie-Élizabeth BONTE

L'école allemande adopte le temps complet

Sonnée par les mauvais résultats de ses élèves, l'Allemagne change de système scolaire. Sans copier la France, elle passe progressivement de la demi-journée d'école à la journée complète. Mais l'indépendance des Länder et la faiblesse des finances de l'Etat central font craindre que cette réforme ne se résume à quelques mesures sans véritable effet.

L'allemand risque de perdre bientôt l'expression "l'enfant à clefs" (*Schlüsselkind*) qui désigne

les écoliers qui, n'ayant plus de cours l'après-midi, errent désœuvrés dans les rues des cités, attendant le soir et le retour de leurs parents.

Depuis la rentrée 2003, la plupart des Länder se mettent en effet progressivement au temps complet. Si l'on en croit les promesses du gouvernement allemand, environ un quart des 8,6 millions d'écoliers de l'enseignement général (primaire et premier cycle du secondaire) seront scolarisés sous cette forme d'ici à 2007 (1).

Slogan électoral du chancelier Schröder lors des législatives de l'automne 2002, « *l'école toute la journée* » est devenue l'une des réponses de l'Allemagne à ses piètres résultats lors de l'enquête Pisa, effectuée en 2001 sur des élèves européens de quinze ans.

A grand tapage, Edelgard Bulmahn, ministre fédérale de l'enseignement, vient de lancer un programme de 4 milliards d'euros destiné à faire passer 10 000 écoles au temps complet d'ici quatre ans. Seules contraintes : une ouverture garantie jusqu'à 16 heures au moins quatre jours sur cinq, et le repas de midi assuré. Le ministère fédéral n'a pas les moyens d'en demander davantage aux établissements scolaires. En effet, le budget alloué au projet ne concerne que les investissements en bâtiments, matériels et cantine : les Länder, qui continuent à embaucher et à rémunérer le corps enseignant, restent souverains en matière de programmes.

Le fédéralisme l'a donc une nouvelle fois remporté. Et dans son état actuel, l'école à temps complet ne reflète qu'une mosaïque de solutions. Qu'on n'y recherche surtout pas une déclinaison du modèle français, jugé étriqué et trop statique. Il n'est pas question d'étendre uniformément le programme et le rythme scolaire du matin aux heures de l'après-midi. Ni davantage de rendre cette école toute la journée obligatoire. Si certains Länder optent pour cette solution, ils restent minoritaires. Les autres, dont la Rhénanie-Palatinat, pionnière dans ce domaine, lui préfèrent le modèle facultatif. N'y sont donc inscrits que les enfants le désirant.

Pour toucher la subvention d'Etat de 400 000 euros maximum, les établissements, qui restent libres d'établir leur programme d'activités, doivent toutefois se conformer au cahier des charges édicté par le Land. C'est ainsi que de nombreuses écoles coopèrent avec des associations sportives, les sections de la Croix-Rouge, les MJC ou tout autre talent local... En Bavière, par exemple, une école prétendument « *toute la journée n'offre l'après-midi qu'une surveillance des devoirs par des parents d'élèves et du personnel bénévole* », indique-t-on de source syndicale. Ce recours au système D suscite l'enthousiasme des chefs d'établissement : « *L'un peut jouer de la musique et en faire profiter les enfants, l'autre sait parler une langue étrangère. J'ai carte blanche pour ouvrir mon école aux personnes susceptibles d'enrichir l'horizon de mes élèves et je trouve cette ouverture formidable.* » Dans une école primaire de Rhénanie-Palatinat, une Française sans formation enseigne ainsi sa langue maternelle l'après-midi aux élèves de CE1-CE2. Bien que soumis à une commission, le contenu pédagogique est, de fait, laissé à la libre interprétation du chef d'établissement. Le ministère fédéral lui-même défend ce modèle : « *Une école située en milieu rural n'aura pas les mêmes besoins qu'un établissement scolaire en ville. L'une pourra par exemple travailler avec les pompiers, tandis que l'autre fera du soutien aux enfants d'immigrés* », explique Florian Frank, porte-parole du cabinet d'Edelgard Bulmahn.

Cependant, en vertu de cette autonomie, l'Allemagne n'est-elle pas en train de créer une garderie à bon marché ? Si des garde-fous vont être posés sous la forme de standards et de tests d'évaluation à l'échelle fédérale, les dérives n'en sont pas moins à craindre. Leur cause ? La pénurie en enseignants, dont l'âge moyen est de 47,5 ans, et le manque de moyens financiers (l'Allemagne ne consacre que 0,4 % de son PIB à l'accueil des enfants et 4,4 % au fonctionnement de ses écoles). Quant aux Länder, sollicités dans ce projet à hauteur de 10 % et 30 %, leurs caisses sont vides.

Il en résulte donc un vaste "bricolage" qui fait monter au créneau des enseignants comme Jochen Nagel : « *Je ne connais pas, dans la Hesse, un seul exemple d'école toute la journée qui soit acceptable.* » Professeur de mathématiques et de sciences sociales en secondaire, ce responsable syndical revendique une refonte du système scolaire, fondée sur l'introduction de l'école toute la journée : « *Il nous faut de nouveaux rythmes scolaires, trois blocs de cours entrecoupés de temps de travail personnel ou de groupes et de soutien aux élèves en difficultés. Une telle école pourrait motiver différemment les élèves et surtout éviter la sélection sociale que crée notre système actuel. Pour cela, il nous faut du personnel qualifié et engagé*

sur le long terme. » Stefan Appel, directeur d'un établissement de 900 élèves près de Kassel et président de la fédération des écoles toute la journée, est formel : « *Une bonne école toute la journée doit être une école qui répond aux besoins de ses élèves, mais un tel modèle ne peut être efficace que s'il est bâti sur des lignes directrices communes et s'il repose sur des critères de qualité.* »

Alors qu'il a toujours plaidé en faveur de l'école à temps plein obligatoire et continue (alternance sur la journée de temps d'enseignement, de repos, de détente et d'éveil), le GEW, syndicat majoritaire des enseignants, ne voit pas ses exigences remplies. « *Nous n'en soutenons pas moins les projets actuels qui sont un premier pas* », déclare Martina Schmerr, conseillère du secteur école auprès du comité directeur. Son syndicat, qui estime que « *réclamer aux professeurs de travailler l'après-midi sera une mini-révolution en soi* », n'écarte pas le recours aux éducateurs et travailleurs sociaux pour la prise en charge de l'après-midi.

Probablement, un rallongement de la période active d'acquisition à l'école aura-t-il un certain effet positif sur les capacités cognitives des élèves faibles. Mais, en même temps, la perte du soutien parental peut jouer en défaveur des élèves de classes sociales élevées. « *Ces deux facteurs réunis peuvent conduire à un nivellement des performances* », constate le professeur Eckard Klieme, professeur de sciences de l'éducation à l'université de Francfort. L'enjeu de l'école toute la journée dépasse la simple organisation de la garde d'enfants en âge scolaire. Grâce ce système, l'Allemagne pourrait enfin corriger son système inégalitaire et permettre une meilleure intégration au monde scolaire des enfants issus de l'immigration ou encore de milieux fragilisés socialement.

Avec Pisa, les Allemands avaient pris conscience que les pays aux meilleurs résultats étaient ceux qui avaient un système scolaire à temps complet. Rien ne prouve cependant que l'école toute la journée telle qu'elle est aujourd'hui conçue outre-Rhin puisse avoir les effets recherchés : faire gagner à la République fédérale les premiers rangs des pays industrialisés.

Marie-Elizabeth Bonte

(1) Jusqu'à présent, la durée des cours varie selon les Länder et les filières de 8 heures à midi ou 13 heures, cinq jours sur sept. Les écoles privées offrent une prise en charge toute la journée, mais elles ne représentent que 4 % des établissements scolaires en Allemagne.